



## Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 12 février 2024

Le 12 février 2024, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 5 février 2024 et transmise par voie électronique le 5 février 2024, et sous la présence de ce dernier.

**PRESENTS** : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BURON Patrick, M. BÉGUÉ Gérard, M. COUTO Benoit, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique.

**ABSENTS EXCUSES** : DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoit, délégué suppléant) M. CAPERET Alain, M. CABANNE Pascal, Mme DAUGAS Sylvie, M. FAUX Jean-Pierre, M. CARRIQUIRY Gérard, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. DUMAS François, M. LACRABERE Francis, M. LABAT Léopold, M. RANGOTTE Pierre.

**ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR** : M. MAZODIER Frédéric a donné pouvoir à M. MAUBOULES, Mme JOUANINE Marie-Hélène a donné pouvoir à M. LESCUDÉ.

**Secrétaire de séance** : M. BURON Patrick

### Délibération n° 20-2024 – Mise à disposition d'un agent et des moyens affectés par la Communauté de communes du Haut Béarn

*Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE*

Le Rapporteur rappelle aux délégués que le Directeur actuel du Syndicat a fait connaître son souhait de mutation en externe au sein de la Communauté de communes du Haut Béarn, au 1<sup>er</sup> mars 2024.

Afin de palier la période de transition entre le départ de l'ancien Directeur et l'arrivée du nouveau Directeur et assurer une période de « tuilage », le Rapporteur expose au Comité syndical le projet de convention de mise à disposition de l'agent par la Communauté de communes du Haut Béarn auprès du SMEP de la région de Jurançon, pour sa direction du 01/03/2024 au 30/04/2024, à raison d'une journée par semaine, et à raison de 2 jours par semaine par la suite jusqu'à concurrence de 9 jours répartis du 01/05/2024 au 31/05/2024.

Il est précisé que les conditions de la mise à disposition sont établies dans la convention jointe en annexe de la présente délibération, notamment en ce qui concerne le remboursement de la rémunération et le cas échéant le remboursement des frais professionnels tels que ceux liés à l'utilisation d'un véhicule de service, des frais de téléphonie portable, ...

Par ailleurs, il convient également de refacturer à la Communauté de communes du Haut Béarn (CCHB) les équipements de protection individuels (EPI) neufs, acquis en fin d'année 2023, dans le cadre de leur rétrocession dans le contexte de la prise des nouvelles fonctions de l'agent à la CCHB. Le montant de ces EPI rétrocédés à la CCHB s'élève à 603,05 € HT, selon la facture n° FA00025022 du 20/09/2023.

Après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré,

Le Comité Syndical,

**AUTORISE** la signature de la convention de mise à disposition figurant en annexe avec la Communauté de communes du Haut Béarn ;

**PRECISE** que les crédits correspondants sont prévus au budget de l'exercice.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 25 Pouvoirs : 2 Nombre de votants : 27

Vote – Pour : 27 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,  
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :  
Michel BERNOS

Signature du secrétaire de séance :  
Patrick BURON



Syndicat Mixte d'Eau Potable  
de la région de Jurançon

A blue ink signature of Patrick Buron, consisting of a large, sweeping loop followed by the name 'Buron'.

## Annexe

### Convention de mise à disposition de Monsieur ..... auprès du SMEP de la région de Jurançon

#### ENTRE

**La Communauté de communes du Haut Béarn (CCHB)**, représenté par son Président, dûment habilité à cette fin par délibération ..... du Conseil communautaire du ..... publiée le ....., d'une part, ci-après désigné « l'organisme d'origine » ;

#### ET

**Le Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon (SMEP)**, représenté par son Président, dûment habilité à cette fin par délibération n° XX-2024 du Comité Syndical daté du 12 février 2024, publiée le ..... sur le site internet du SMEP, ci-après désigné « l'organisme d'accueil » d'autre part ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux ;

VU l'arrêté fixant la dernière situation administrative de Monsieur ..... ;

CONSIDERANT qu'il est proposé à l'intéressé d'être mis à disposition auprès du SMEP de la région de Jurançon sur une période maximale de 4 mois, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024 ;

CONSIDERANT que l'intéressé a donné son accord au principe de cette mise à disposition ;

**Il est convenu ce qui suit :**

#### ARTICLE 1 – Objet et durée de la mise à disposition

La CCHB met M. ...., ingénieur principal, à disposition du SMEP, en application des dispositions des articles L.334-1, L.512-7 à L.512-9, et L.512-12 à L.512-15 du Code général de la fonction publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Cette mise à disposition court à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024, sans pouvoir excéder la date du 31 mai 2024, selon les modalités suivantes :

- A raison de 1 jour par semaine, excepté les jours de congés ou de récupérations, du 01/03/2024 au 30/04/2024 ;
- A raison de 2 jours par semaine par la suite, excepté les jours de congés ou de récupérations, jusqu'à concurrence de 9 jours répartis du 01/05/2024 au 31/05/2024.

#### ARTICLE 2 – Nature des fonctions exercées et conditions d'emploi

M. .... est mis à disposition pour assurer tout particulièrement les missions temporaires de direction du SMEP de la région de Jurançon, et de tuilage.

Durant le temps de la mise à disposition, le SMEP de la région de Jurançon organisera les missions de M. ...., et lui fournira les moyens et outils de travail adéquats à l'exercice de ses activités. Toujours le temps de la mise à disposition, l'agent sera placé sous l'autorité hiérarchique du Président du SMEP de la région de Jurançon.

La CCHB continue de gérer la situation administrative de M. .... Les congés annuels,



les récupérations, et les congés pour raison de santé sont également accordés par la CCHB.

### **ARTICLE 3 - Rémunération du Fonctionnaire mis à disposition**

La CCHB verse à M. .... la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, supplément familial, NBI, plus, le cas échéant, les indemnités et primes liées à l'emploi) et à sa quotité d'emploi.

Le SMEP de la région de Jurançon ne verse aucun complément de rémunération, à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels ou de frais de déplacement liés aux activités ou au temps de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où les frais professionnels seraient supportés par le SMEP de la région de Jurançon, le remboursement sera effectué par la CCHB au SMEP selon le prorata du temps de travail dans chaque collectivité.

### **ARTICLE 4 - Remboursement de la rémunération**

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la CCHB est remboursé par le SMEP au prorata du temps effectif de la mise à disposition. A cette fin, la CCHB transmettra mensuellement ou régulièrement au SMEP, pour paiement, un décompte des sommes dues.

Le remboursement par le SMEP sera interrompu pendant les périodes de congé pour accident du travail ou maladie professionnelle et, le cas échéant, pendant les périodes de congé de maladie.

### **ARTICLE 5 - Fin de la mise à disposition**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande du SMEP, de la CCHB, ou de M. ....

A la fin de la mise à disposition, M. .... réintègrera la CCHB à temps plein, conformément aux termes validés par les parties.

### **ARTICLE 6 - Juridiction compétente en cas de litige**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de PAU.

Fait à Oloron Ste Marie, le .....

Pour la Communauté de communes  
du Haut Béarn,  
Le Président, Bernard UTHURRY

Pour le SMEP de la région de Jurançon  
Le Président, Michel BERNOS